



La France s'engage à soutenir une action pour écraser la révolte de l'armée au Mali

Par [Antoine Lerougetel](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 09 avril 2012

[wsws.org](#) 9 avril 2012

Le gouvernement français, inquiet de la déstabilisation du Mali après le coup militaire du 22 mars qui a renversé le président Amadou Toumani Touré (ATT) laisse entendre qu'il soutiendra une action militaire pour écraser la révolte.

La révolte malienne s'est développée parmi des officiers subalternes et des soldats mécontents de se battre contre des combattants touareg bien armés entrant au Mali par la Libye où ils avaient combattu pour défendre le régime de feu le colonel Muammar Kadhafi. Selon la BBC, ce coup militaire jouit d'un certain soutien populaire dans le sud du pays, où il y a eu « peu de signe de condamnation du coup. » Peu après le coup, la Commission européenne a annoncé la suspension des programmes de développement pour le Mali.

RTBF (Radio-Télévision belge francophone) fait état d'une manifestation à Bamako, capitale du Mali, en soutien à la révolte de l'armée. Sur les pancartes et banderoles on pouvait lire « A bas ATT », « A bas la France, » « A bas la communauté internationale. »

Le 1er avril, lors du sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (la CEDEAO) conduit par le président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, des discussions ont eu lieu sur les événements du Mali. Ouattara avait pris le pouvoir l'an dernier avec le soutien de l'armée française durant une brève guerre civile qui avait renversé le président Laurent Gbagbo. Ce sommet a demandé que les soldats rebelles retournent dans leur caserne et a menacé, s'ils ne le faisaient pas, d'appliquer un « embargo total » et de mettre en place une force de frappe militaire de près de 2 000 hommes prêts à intervenir.

Sanogo, qui est à la tête de ce coup militaire, a promis de réunir « une convention nationale » sous les auspices de la CEDEAO pour organiser le retour au régime constitutionnel.

Ont participé à ce sommet, ouvert par Ouattara, une dizaine de chefs d'Etat et représentants des Nations-Unies, de la France et des Etats-Unis, notamment Yayi Boni, chef d'Etat du Bénin et président de l'Union africaine, Saïd Djinnit, représentant les Nations-Unies en Afrique de l'ouest, et Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères.

Juppé a déclaré: « *La situation se dégrade très rapidement ... nous pouvons aider sur le plan logistique ou la formation, mais il n'est pas question de mettre des soldats français sur le sol du Mali.* »

Ouattara a ajouté que la CEDEAO utilisera « Tous les moyens pour stopper cette rébellion et [faire en sorte] que le Mali retrouve l'intégrité de son territoire. C'est un devoir pour la sous-région. »

Le site RTBF de la Radio-Télévision belge a dit hier : « La France a saisi le conseil de sécurité de l'ONU. On se demande comment intervenir pour, à la fois empêcher la partition du pays tout en faisant d'éventuelles concessions à la rébellion touareg autonomiste, lutter contre les islamistes et faire plier la junte à Bamako. »

La porte-parole du Département d'Etat américain Victoria Nuland a commenté: « Les Etats-Unis appellent de toute urgence tous les rebelles de l'armée dans le nord du Mali à cesser les opérations militaires qui compromettent l'intégrité territoriale de la République du Mali. »

Il semble que la France et ses intermédiaires d'Afrique de l'ouest profitent de cette occasion pour renforcer leur présence militaire dans la région. En juillet 2010, la France avait saisi l'opportunité de rapports faisant état de l'exécution d'un humanitaire français par Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) pour accroître son intervention militaire dans ses anciennes colonies de la région stratégique du Sahel en Afrique de l'ouest. (Voir: [Paris saisit l'occasion de l'enlèvement au Niger pour semer la panique de la « guerre contre le terrorisme »](#))

Paris s'inquiète particulièrement de ce que le coup militaire du 22 mars mené par le capitaine Amadou Haya Sanogo n'ait ouvert la voie à une offensive militaire touareg, laquelle s'est emparée de tout le nord du Mali. Les forces séparatistes touareg avec la milice liée à Al Quaïda ont pris plusieurs villes des régions désertiques du nord et se sont finalement emparées de Tombouctou lundi après une opération militaire de 48 heures. Ils n'ont rencontré quasiment aucune résistance de la part de l'armée malienne.

La principale force nationaliste touareg, le Mouvement de libération nationale Azwad (MLNA) se serait allié à AQMI pour conquérir les villes du nord. Mais les islamistes souhaitent à présent expulser le MLNA de plusieurs villes, afin d'instaurer la loi de la Sharia dans les zones qui sont sous leur contrôle. Des reportages de RTBF disent que «Selon plusieurs sources, ils ont pris le pouvoir à Tombouctou. Le MLNA est laïc et veut l'autonomie du Nord du Mali et ne souhaite pas un régime islamiste. »

Le Mali, ancienne colonie française avait pris son indépendance en 1960, mais la France a lutté pour maintenir son hégémonie au Sahel. La rébellion séparatiste a commencé dans les années 1990. Les Touaregs, peuple nomade comptant quelque deux millions de personnes, sont les habitants historiques de la région du Sahel dans une zone étendue traversant l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Le Mali arrive au 175e rang mondial en terme de richesse, mais les régions du nord où vivent les Touaregs n'ont pas eu leur part du développement même limité dont jouit le sud du Mali où est située la capitale Bamako.

L'uranium de la région est d'un intérêt crucial pour l'impérialisme français. L'industrie nucléaire française, qui fournit 78 pour cent de la capacité de production d'électricité du pays et fait des profits annuels d'au moins 3 milliards d'euros, compte sur le Niger pour 25 pour cent des 12 400 tonnes de concentré d'oxyde d'uranium qu'elle consomme chaque année.

L'entreprise publique française d'énergie nucléaire, Areva exploite ces réserves d'uranium depuis 40 ans. Elle a investi 1,2 milliards d'euros dans le dépôt d'Imouraren qui devrait produire près de 5 000 tonnes par an durant plus de 35 ans.

Article original, [WSWS](#), publié le 5 avril 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Antoine
Lerougetel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca